

2P CONSEIL

Société à responsabilité limitée au capital de 2 000 €

Siège social : 35 avenue Marechal de Saxe

69006 Lyon

En cours d'immatriculation au RCS de Lyon

STATUTS CONSTITUTIFS

LA Soussignée :

- **Madame Lyson CELLIER**
Née le 28 juillet 1998 à Ho Chi Minh Ville (Vietnam),
De nationalité française,
Demeurant 35 avenue Marechal de Saxe à Lyon (69006),
Célibataire,

A établi ainsi qu'il suit les statuts de la société à responsabilité limitée devant exister entre elle et toute autre personne qui viendrait ultérieurement à acquérir la qualité d'associé (ci-après la « **Société** »).

Article 1 INTERPRETATION - DEFINITIONS

a) Interprétation

Toute référence à un article (ci-après « **Article** ») constitue, sauf stipulation expresse contraire, une référence à un Article des Statuts.

Les termes dont la première lettre apparaît en majuscule ont la signification dont les Statuts donnent une définition expresse :

- Les définitions données par un terme employé au pluriel s'appliqueront tant à l'ensemble ainsi défini qu'à un ou plusieurs de ses éléments pris individuellement ;
- Les définitions données pour un terme employé au pluriel s'appliqueront également lorsque ce terme sera employé au singulier et *vice versa*.

Les intitulés des Articles et paragraphes des Statuts ne figurent que pour plus de commodité et n'affectent en aucune manière le sens des dispositions auxquelles ils font référence.

b) Définitions

Outre les termes dont les Statuts donnent une définition expresse, les termes suivants auront la signification précisée ci-après lorsque leur première lettre apparaît en majuscule :

« **Associé** » désigne toute personne physique ou morale ou fonds commun de placement, autre que la Société, détenteur de Part(s) Sociale(s) de la Société.

« **Capital** » désigne le capital social de la Société, prenant en compte exclusivement les Parts Sociales émises.

« **Contrôle** » : le Contrôle d'une société est considéré comme étant détenu par une ou plusieurs personnes (physiques, morales et/ou fonds commun de placement), dès lors que cette ou ces personnes détiennent, directement ou indirectement, seule ou de concert, plus de 50% des titres de capital et des droits de vote dans les assemblées d'Associés ou d'actionnaires de cette société.

« **Décision Collective** » désigne une délibération de la collectivité des Associés prise dans les conditions de forme et de majorité définies par les Statuts.

« **Filiale(s)** » désigne les sociétés dont le Contrôle est ou sera détenu, directement ou indirectement, par la Société.

« **Participation** » désigne la détention par la Société d'une fraction du capital social d'une autre société comprise entre 10% et 50%.

« **Part(s) Sociale(s)** » désigne les parts sociales composant le Capital de la Société.

« **Placement** » désigne la détention par la Société d'une fraction du capital social d'une autre société inférieure à 10% ou de tout autre instrument financier en vue de générer des revenus et/ou des profits tirés de leur cession.

« **Société** » désigne la présente société 2P CONSEIL, régie par les présents statuts.

« **Statuts** » désigne les présents statuts de la Société.

« **Tiers** » désigne toute personne physique ou morale ou fonds commun de placement n'étant ni un Associé, ni la Société.

« **Transmission** » désigne toute opération, à titre onéreux ou gratuit, entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit de Parts Sociales, notamment, mais sans que cette liste soit exhaustive, les cessions, échanges, transmissions universelle de patrimoine, fusions, scissions, apports en société, transferts dans le cadre d'un trust ou d'une fiducie, attributions, partages, réalisations de gage, donations, liquidations de communautés ou de successions, prêts de consommation, locations de Parts Sociales, renonciations au profit de bénéficiaire(s) dénommé(s).

A moins qu'elle n'ait recueilli préalablement l'accord de tous les Associés ou, le cas échéant de la gérance statutaire, tout projet de Transmission doit être notifié par son auteur à la Société et à chacun des Associés. A peine de nullité, la notification du projet de Transmission (ci-après la « **Notification de Transmission** ») doit comporter les éléments suivants :

- L'indication des nom, prénoms et domicile ou dénomination et siège de l'auteur de la Transmission ;
- L'indication du nombre et de la nature des Part(s) Sociale(s) dont la Transmission est envisagée ;
- La nature de la Transmission envisagée ;
- L'identité précise de chaque bénéficiaire de la Transmission ;
- Le nom, prénom, régime matrimonial, domicile et profession s'il s'agit d'une personne physique ;
- La dénomination, siège social et principale(s) activité(s), s'il s'agit d'une personne morale, ainsi que la répartition de son capital (avec identité précise des associés ou actionnaires, ainsi que celle des personnes physiques directement ou indirectement associés ou actionnaires) ;
- La copie de l'engagement irrévocable émanant du ou des bénéficiaires de la Transmission d'acquiescer les Part(s) Sociale(s) aux conditions indiquées dans la Notification de Transmission et mentionnant leur information de l'existence des Statuts et leur engagement irrévocable d'y adhérer ;
- Le prix et/ou la valorisation auquel l'auteur de la Transmission projette de transmettre les Part(s) Sociale(s) ;
- Toutes conditions de paiement ;
- Toutes autres conditions afférentes à l'opération de Transmission ;
- La copie de tous actes et conventions (compromis, protocole, ...) signés entre l'auteur de la Transmission et le ou les bénéficiaires de la Transmission, sans que l'auteur de la Transmission puisse se prévaloir d'un quelconque engagement de confidentialité pris à l'égard du bénéficiaire de la Transmission.

Article 2 FORME

Il est formé entre les propriétaires des Parts Sociales ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois et règlements en vigueur ainsi que par les présents Statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés. À tout moment, la Société pourra devenir pluripersonnelle ou redevenir unipersonnelle sans que la forme sociale n'en soit modifiée.

Article 3 OBJET

La société a pour objet, directement ou indirectement, en France ou à l'étranger :

- La réalisation de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, d'assistance à la maîtrise d'ouvrage déléguée, de programmation, de maîtrise d'œuvre, de conduite d'opération, d'architecture d'intérieur, d'aménagement et de décoration ;
- La réalisation d'études, de conseils et la surveillance de travaux se rapportant à la construction, la rénovation et à la promotion immobilière ;
- La réalisation d'études économiques, technique, juridique, sociale et performancielle se rapportant aux problématiques immobilières, de construction, de rénovation et de promotion ;
- La prise de brevets d'invention ou licences de brevets, leur achat, leur exploitation directe ou indirecte, leur cession, et, en général, toutes opérations concernant tous droits de propriété industrielle et intellectuelle ;
- La formation ;
- Plus généralement toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant directement à l'objet ci-indiqué ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la Société, son extension ou son développement ;
- La Société pourra également prendre toutes participations dans toutes opérations pouvant se rapport à son objet, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux, de fusion ou autrement.

Article 4 DENOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale 2P CONSEIL.

Conformément à la loi, la dénomination devra, dans tous les documents émanant de la Société, être précédée ou suivie immédiatement des mots « *Société à responsabilité limitée* » ou des initiales « *SARL* » et de l'énonciation du montant du Capital social.

Les signatures engageant la Société sont données au moyen d'une griffe portant la dénomination de la Société suivie des mots « *Le gérant* » ou « *L'un des gérants* » et de la signature personnelle du gérant agissant.

Article 5 SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé 35 avenue Marechal de Saxe à Lyon (69006).

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou des départements limitrophes par simple décision du gérant sous réserve de ratification par la plus prochaine Décision Collective extraordinaire des Associés et partout ailleurs en vertu d'une délibération des Associés prise dans les conditions prévues pour les modifications des Statuts.

Article 6 DUREE

La durée de la Société est de 99 ans à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de prorogation ou dissolution anticipée.

Article 7 APPORTS

Lors de la constitution de la Société, Madame Lyson CELLIER a apporté la somme en numéraire de 2 000 € correspondant à la souscription de 2 000 Parts Sociales de 1 € de valeur nominale chacune, entièrement libérées ainsi que l'atteste le certificat du dépositaire établi par la CARPA Lyon le 4 janvier 2024 pour le compte de la Société en formation.

L'ensemble des apports effectués à la Société qui forment le capital social s'élève à la somme de 2 000 €.

Article 8 CAPITAL SOCIAL

Le Capital est fixé à la somme de DEUX MILLE EUROS (2 000 €). Il est divisé en 2 000 Parts Sociales de 1 € de valeur nominale, numérotées de 1 à 2 000 toutes de même catégorie, entièrement souscrites et attribuées en totalité à Madame Lyson CELLIER.

Conformément à la loi, l'Associée unique déclare que les 2 000 Parts Sociales ainsi créées sont souscrites en totalité et qu'elles lui sont entièrement attribuées.

Article 9 DROITS DU CONJOINT D'UN ASSOCIE COMMUN EN BIENS

Un époux ne peut employer des biens communs pour faire un apport à la Société ou acquérir des Parts Sociales sans que son conjoint en ait été averti et sans qu'il en soit justifié dans l'acte d'apport ou d'acquisition.

La qualité d'Associé est reconnue à celui des époux qui fait l'apport ou réalise l'acquisition.

La qualité d'Associé peut être également reconnue, pour la moitié des Parts Sociales souscrites ou acquises, au conjoint qui notifie son intention d'être personnellement Associé.

Le conjoint peut notifier cette intention à la Société ou au mandataire qui lui a été désigné lors de l'apport ou de l'acquisition. Dans ce cas, l'agrément de l'apport ou de l'acquisition, s'il est requis, vaut pour les deux époux.

La demande peut également être notifiée à la Société après l'apport ou l'acquisition et tant que la dissolution de la communauté n'est pas prononcée. La notification doit alors indiquer les nom, prénoms, domicile du conjoint et toutes justifications sur son droit à revendication.

Dans ce cas, comme dans celui où l'apport ou l'acquisition n'est pas soumis à agrément, la gérance, dans les huit jours de la notification faite à la Société, demande à chacun des Associés de lui faire connaître, au moyen d'un vote par écrit, dans le délai de vingt jours à compter de la date de réception de cette demande, s'il donne ou non son consentement à la réalisation de l'attribution demandée.

L'agrément du conjoint ne peut avoir lieu que s'il réunit le consentement des Associés dans les conditions d'agrément déterminées à l'Article des Statuts intitulé « *TRANSMISSION ENTRE VIFS DE PARTS SOCIALES* », l'époux ou épouse, s'il est Associé, étant exclu du vote et ses Parts Sociales n'étant pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

Dès la décision définitive, les époux sont avisés de l'acceptation ou du refus, celui-ci n'ayant pas à être motivé.

L'agrément est réputé acquis si la Société n'a pas fait connaître sa décision à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la notification de la demande prévue au second ou au troisième alinéa du présent Article.

En cas d'agrément, l'attribution peut être immédiatement réalisée au profit du conjoint.

L'attribution des Parts au conjoint, dans tous les cas où il ne participe pas à l'acte d'apport ou d'acquisition, doit être constatée par une déclaration de ce dernier, acceptée expressément par l'époux Associé ou accompagnée d'une copie conforme du jugement déclaratif de l'attribution.

Elle est rendue opposable à la Société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil et, aux tiers, après accomplissement de cette formalité et publicité au registre du commerce et des sociétés.

Article 10 AUGMENTATION ET RÉDUCTION DU CAPITAL

a. Augmentation du capital

Le Capital peut être augmenté, en une ou plusieurs fois, par voie d'apports en nature ou en numéraire ou par incorporation de tout ou partie des bénéfices ou réserves disponibles, au moyen de la création de Parts Sociales nouvelles ou de l'élévation de la valeur nominale des Parts existantes.

Les Parts Sociales nouvelles peuvent être créées au pair ou avec prime. Dans ce cas, la collectivité des Associés, par la décision portant augmentation du capital, fixe le montant de la prime et détermine son affectation.

Si l'augmentation de capital est réalisée en tout ou partie au moyen d'apports en nature, l'évaluation de chaque apport en nature doit être faite au vu d'un rapport établi sous sa responsabilité par un commissaire aux apports désigné par ordonnance du président du tribunal de commerce à la requête de l'un des gérants.

Les Parts Sociales non souscrites par les Associés ne peuvent être attribuées qu'à des personnes agréées aux conditions fixées par les présents Statuts.

En cas d'augmentation de capital par voie d'apport en numéraire chacun des Associés dispose, proportionnellement au nombre de Parts Sociales qu'il possède, d'un droit de préférence à la souscription des Parts Sociales nouvelles représentatives de l'augmentation de capital.

Au cas où certains Associés ne souscriraient pas la totalité des Parts Sociales nouvelles auxquelles ils auraient droit, les Parts Sociales nouvelles ainsi rendues disponibles seraient attribuées aux Associés qui auraient déclaré vouloir souscrire un nombre de Parts Sociales supérieur à celui qu'ils auraient pu souscrire à titre irréductible et ce, proportionnellement à leurs parts dans le Capital et dans la limite de leurs demandes.

Ce droit de préférence à titre réductible et à titre irréductible est exercé dans les formes, délais et conditions déterminés par la collectivité des Associés elle-même ou, à défaut, par la gérance.

La collectivité des Associés peut, par Décision Collective extraordinaire, supprimer le droit préférentiel de souscription, sur rapport spécial de la gérance ou du commissaire aux comptes s'il en existe un.

En tout état de cause, aucune souscription publique ne peut être ouverte.

b. Réduction du capital

Le Capital peut être réduit pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiel des Parts Sociales au moyen de la réduction de la valeur nominale ou du nombre de parts.

Toute réduction de Capital sera décidée en vertu d'une Décision Collective extraordinaire de l'assemblée générale des Associés.

En aucun cas, la réduction de capital, quelle qu'en soit la cause, ne peut porter atteinte à l'égalité des Associés.

c. Rompus

Lors de toute augmentation ou réduction de capital, les Associés devront, le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou de droits nécessaires pour

permettre l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de Parts Sociales nouvelles.

Article 11 COMPTES COURANTS D'ASSOCIES

Les Associés peuvent, indépendamment de leurs apports constituant le Capital, avoir un compte courant dans la Société.

Les conditions d'intérêts, de versement et de retrait de ces comptes sont arrêtées par décision des Associés ou, à défaut, par la gérance.

A défaut de convention écrite entre l'Associé et la Société, les sommes déposées en compte courant ne sont remboursables par la Société que moyennant le respect d'un préavis de six mois à compter de la demande de remboursement faite par l'Associé.

Article 12 DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX PARTS

Les Parts Sociales ne sont jamais représentées par des titres négociables. Leur propriété résulte des actes et délibérations constatant leur création, leur attribution ou leur transmission régulière.

Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, des droits des Parts Sociales de catégories différentes, chaque Part donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices, à une fraction proportionnelle à la quotité du Capital qu'elle représente.

Les Associés ne sont tenus, même à l'égard des tiers, que jusqu'à concurrence du montant des Parts Sociales qu'ils possèdent, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 223-24 du Code de Commerce.

Toute part est indivisible à l'égard de la Société qui n'en reconnaît toujours qu'un seul propriétaire.

Les droits et obligations attachés à chaque Part la suivent dans quelques mains qu'elle passe.

La propriété d'une Part Sociale emporte de plein droit adhésion aux Statuts de la Société et aux Décisions Collectives des Associés prises en conformité de la loi et des Statuts.

En tout cas, les héritiers, créanciers, ayants cause et autres représentants d'un Associé ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, provoquer, en ce qui concerne les biens de la Société, aucune apposition de scellés, aucun inventaire, aucune licitation, aucun partage et ils devront, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions prises en conformité des Statuts.

Article 13 CONTRAT DE LOCATION DE PARTS SOCIALES

Conformément aux dispositions des articles L 239-1 et suivants du Code de Commerce, les Parts Sociales de la Société peuvent être données à bail au profit d'un locataire personne physique.

L'agrément du locataire ne peut avoir lieu que s'il réunit le consentement des Associés dans les conditions d'agrément déterminées à l'Article des Statuts intitulé « *TRANSMISSION ENTRE VIFS DE PARTS SOCIALES* ».

Le contrat de bail doit être constaté par acte authentique ou sous seing privé soumis à la procédure de l'enregistrement et rendu opposable à la Société conformément à l'article 1690 du Code civil.

Le contrat de bail doit comporter, à peine de nullité, les mentions fixées par décret en Conseil d'État.

Les Parts Sociales louées font l'objet d'une évaluation en début et en fin de contrat, ainsi qu'à la fin de chaque exercice comptable lorsque le bailleur est une personne morale. Cette évaluation, certifiée par un commissaire aux comptes, doit être effectuée sur la base de critères tirés des comptes sociaux.

Le contrat de location peut être assorti d'une promesse unilatérale de vente des Parts Sociales louées, consentie par le bailleur au profit du locataire.

Le droit de vote attaché à la Part Sociale louée appartient au bailleur dans les assemblées statuant sur les modifications statutaires ou le changement de nationalité de la Société et au locataire dans les autres assemblées. Pour l'exercice des autres droits attachés aux Parts Sociales louées, le bailleur est considéré comme le nu-propriétaire et le locataire comme l'usufruitier.

La location de Parts Sociales ne peut porter que sur des titres nominatifs, non-inscrits aux opérations d'un dépositaire central.

La location ne peut pas porter sur des Parts Sociales :

- Détenues par des personnes physiques dans le cadre de la gestion de leur patrimoine privé lorsque les produits et plus-values bénéficient d'un régime d'exonération en matière d'impôt sur le revenu ;
- Inscrites à l'actif d'une société de capital-risque mentionnée à l'article 1er-1 de la loi n° 85-695 du 11 juillet 1985 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier ou d'une société unipersonnelle d'investissement à risque mentionnée à l'article 208 D du code général des impôts ;
- Détenues par un fonds commun de placement à risques, un fonds commun de placement dans l'innovation ou un fonds d'investissement de proximité respectivement mentionnés aux articles L. 214-36, L. 214-41 et L. 214-41-1 du code monétaire et financier.

A peine de nullité, les Parts Sociales louées ne peuvent faire l'objet d'une sous-location ou d'un prêt de titres au sens des articles L. 432-6 à L. 432-11 du code monétaire et financier.

Article 14 INDIVISION

Les copropriétaires indivis sont tenus, pour l'exercice de leurs droits de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux ou par un mandataire commun pris parmi eux ou parmi les autres Associés.

En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice à la demande du copropriétaire indivis le plus diligent.

Article 15 DÉMEMBREMENT DE PROPRIÉTÉ

Sauf convention contraire entre les titulaires des Parts Sociales démembrées dûment notifiée à la Société, le droit de vote attaché à chaque Part appartient à l'usufruitier pour toute Décision Collective, qu'elle soit de nature ordinaire ou extraordinaire.

Le nu-proprétaire a le droit de participer aux Décisions Collectives avec voix consultative et, en particulier, d'assister aux assemblées générales.

En cas de cession ou de Transmission de droits démembrés portant sur des Parts Sociales, l'agrément doit porter sur la personne des nus-proprétaires et usufruitiers.

Toutes les notifications, convocations et communications à faire aux Associés en pleine propriété sont faites ou envoyées aux nus-proprétaires et usufruitiers.

En cas de distribution de sommes prélevées sur le résultat de l'exercice ou sur le compte « *Report à nouveau* », les sommes distribuées reviennent à l'usufruitier.

En cas de distribution de réserves, les sommes distribuées reviennent au nu-proprétaire.

Article 16 LIBÉRATION DES PARTS SOCIALES

a) Montant de la libération des parts

Les Parts émises contre numéraire doivent être libérées dans les conditions fixées par la loi.

Les Parts Sociales émises en représentation d'un apport en nature ou à la suite d'une incorporation au Capital de bénéfices, réserves ou primes d'émission ou encore dont le montant résulte pour partie d'une telle incorporation et pour partie d'une libération en numéraire, doivent être intégralement libérées lors de l'émission.

Le souscripteur et les cessionnaires successifs seront tenus solidairement au paiement du montant non libéré de la Part Sociale.

b) Sanction du défaut de libération des Parts Sociales

A défaut de versement par les Associés à bonne date, l'intérêt de la somme due court de plein droit au taux légal majoré de deux points, à compter du jour de l'exigibilité et sans demande en justice.

Sans préjudice des déchéances encourues en vertu des dispositions légales, l'Associé qui ne s'est pas libéré dans le mois qui suit l'envoi d'une mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, peut être contraint au paiement par tous les moyens de droit commun, et même par la vente des Parts Sociales sur lesquelles des versements sont exigibles.

Cette vente est exécutée à la diligence du gérant dans les formes prescrites par la législation en vigueur.

En cas de vente par adjudication publique, les acquéreurs de ces Parts Sociales devront être, le cas échéant, agréés par le gérant dans les trente jours de la vente.

Article 17 TRANSMISSION ENTRE VIFS DE PARTS SOCIALES

a) Forme

Toute cession de Parts Sociales doit être constatée par acte authentique ou sous seings privés. Elle est rendue opposable à la Société dans les formes prévues à l'article 1690 du Code Civil ou par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social, dépôt dont un gérant délivre attestation. Son opposabilité aux tiers résulte, après accomplissement de cette formalité, du dépôt de deux originaux de l'acte au greffe du Tribunal de Commerce.

b) Domaine de l'Agrément

Les cessions ou Transmissions, à titre onéreux ou gratuit, entre vifs de Parts Sociales ou de droits démembrés portant sur des Parts Sociales, y compris entre Associés, ne peuvent avoir lieu que dans les conditions suivantes.

c) Procédure d'Agrément

(i) Notification du projet de cession ou de transmission

Le projet de cession ou de Transmission est notifié par le cédant ou l'auteur de la transmission à la Société et à chacun des Associés.

A peine de nullité, la notification du projet de cession devra comporter les éléments suivants :

- Indication du nombre de Parts Sociales dont la cession ou Transmission est envisagée ;
- Copie de l'engagement irrévocable émanant de l'acquéreur d'acquérir les Parts Sociales aux conditions indiquées dans la notification précitée ;

- Prix ou valorisation auquel le cédant projette de céder les Parts Sociales ;
- Conditions de paiement ;
- Toutes autres conditions afférentes à l'opération de cession ;
- Copie de tous actes et conventions (compromis, protocole, ...) signés entre le cédant et le cessionnaire ;
- Identité précise du cessionnaire ainsi que la répartition de son capital s'il est une personne morale (avec identité précise des associés ou actionnaires, ainsi que celle des personnes physiques directement ou indirectement actionnaires).

(ii) Consultation des Associés

Dans un délai de huit jours à compter de la notification faite par le cédant à la Société, la gérance doit demander aux Associés, par voie d'assemblée générale ou de consultation écrite, dans le délai de vingt jours à compter de la date de réception de cette demande, de lui faire connaître s'ils donnent ou non leur consentement à la réalisation de la cession ou transmission projetée.

(iii) Autorisation de cession ou transmission

Autorisation expresse

L'agrément du ou des cessionnaires ou bénéficiaires de la transmission doit réunir le consentement de la majorité en nombre des Associés représentant au moins les $\frac{3}{4}$ des Parts Sociales, le cédant ou l'auteur de la transmission étant compté pour cette double majorité.

Le cédant ou l'auteur de la transmission est avisé, dès la décision définitive, de l'acceptation ou du refus du cessionnaire proposé, le refus n'ayant pas à être motivé.

Si le cessionnaire est agréé, la cession peut être immédiatement réalisée à son nom.

Autorisation tacite

L'agrément est réputé acquis si, à l'expiration d'un délai de trois mois à compter de la dernière des notifications du projet de cession ou de transmission aux Associés, la Société n'a pas fait connaître sa décision.

(iv) Refus d'autorisation

Droit de repentir

En cas de refus d'agrément, le cédant ou l'auteur de la transmission aura la faculté de retirer son projet de cession ou transmission, à charge de notifier à la Société son intention à cet égard dans le délai maximum de huit jours à compter de la réception par lui de la notification du refus d'agrément.

Achat des Parts Sociales

A défaut de retrait dans ce délai du projet de cession ou transmission et si le cédant ou l'auteur de la transmission détient ses Parts depuis au moins deux (2) ans, sauf le cas où il les aurait recueillies par succession, liquidation de communauté de biens entre époux ou donation du conjoint, d'un ascendant ou d'un descendant, la gérance prend immédiatement les dispositions nécessaires :

- Pour faire acquérir, par des Associés ou par un ou plusieurs tiers dûment agréés, les Parts Sociales à un prix fixé, à défaut d'accord entre les parties, par un expert, dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code Civil, étant précisé que les Associés ont toutefois, pour l'acquisition des Parts Sociales cédées, un droit de préférence qui s'exerce, pour chacun d'eux, proportionnellement au nombre de Parts Sociales dont il est propriétaire comparé au nombre total de Parts Sociales possédées par tous les Associés exerçant ce droit sauf, le cas échéant, réduction du nombre ainsi obtenu à celui qui aura été demandé par l'intéressé, le surplus profitant alors aux autres demandeurs d'après les mêmes principes ;
- Ou pour faire décider, avec le consentement de l'Associé cédant, le rachat des Parts par la Société à un prix déterminé comme indiqué à l'alinéa précédent et la réduction corrélative du Capital.

Sauf accord du cédant ou de l'auteur de la transmission, l'achat doit porter sur la totalité des Parts Sociales dont la cession ou transmission était projetée.

Si, dans les trois mois du refus d'agrément, sauf prolongation de ce délai dans les conditions légales, l'accord n'a pu être réalisé pour l'acquisition des Parts, la cession ou transmission initialement prévue peut être réalisée.

d) Dispense du respect de la procédure d'agrément

La décision d'agrément peut résulter du consentement de tous les Associés exprimé dans un acte, soit directement, soit par voie de représentation par l'intermédiaire d'un mandataire.

En ce cas, les notifications édictées par la procédure d'agrément définie ci-dessus n'ont pas lieu d'être effectuées.

Article 18 TRANSMISSION PAR DÉCÈS DE PARTS SOCIALES

La Société n'est pas dissoute par l'interdiction, l'incapacité, le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire, la faillite personnelle ou la banqueroute d'un Associé ou d'une société Associée.

La Société n'est pas non plus dissoute par le décès ou l'absence d'un Associé, mais elle continue avec les héritiers ou ayants droit du défunt ou de l'absent, sous réserve de ce qui est stipulé ci-après.

Les héritiers ou ayants droit doivent justifier de leurs qualités dans les trois mois du décès ou de l'absence, avec indication de leurs nom, prénoms, domicile et professions.

Si, parmi les héritiers ou ayants droit auxquels des Parts ou des droits démembrés portant sur des Parts Sociales sont dévolues, il en est qui ne sont pas Associés, titulaires de droits démembrés portant sur des Parts Sociales, ascendants ou descendants du défunt ou de l'absent, la gérance doit, dans les huit jours de la notification des qualités héréditaires, demander aux autres Associés, par voie d'assemblée générale ou de consultation écrite, dans le délai de vingt jours à compter de la date de réception de cette demande, de statuer sur leur agrément comme Associés.

La collectivité des Associés doit statuer sur l'agrément individuel de chaque héritier ou ayant droit.

L'agrément de l'héritier ou ayant droit ne peut avoir lieu que s'il réunit le consentement des Associés survivants dans les conditions d'agrément déterminées à l'article des présents statuts intitulé « *TRANSMISSION ENTRE VIFS DE PARTS SOCIALES* ».

A défaut de décision sur l'agrément dans les trois mois de la notification des qualités héréditaires, l'agrément est réputé acquis.

En cas de refus d'agrément d'un ou plusieurs héritiers ou ayants droit, la gérance prend immédiatement les dispositions nécessaires pour inviter les Associés à acquérir ou faire acquérir ou encore, avec le consentement desdits héritiers ou ayants droit non agréés, faire racheter par la Société les Parts appelées à leur être dévolues, dans les conditions et au prix déterminés à l'Article des Statuts intitulé « *TRANSMISSION ENTRE VIFS DE PARTS SOCIALES* ».

Si, dans les trois mois du refus d'agrément ou de la notification des qualités héréditaires, selon les cas (sauf prolongation de ce délai dans les conditions légales), l'accord n'a pas été réalisé pour l'acquisition des Parts Sociales, les héritiers ou ayants droit conservent les parts à eux dévolues.

Si la Société ne comportait qu'un Associé unique, la Société continuerait avec les héritiers ou ayants droit du défunt ou de l'absent sans que les dispositions ci-dessus relatives à l'agrément s'appliquent.

Article 19 FUSION, SCISSION, DISSOLUTION D'UNE PERSONNE MORALE ASSOCIÉE

En cas de transmission de Parts Sociales résultant soit de leur répartition par une personne morale Associée au cours de son existence ou de sa liquidation, soit de leur apport, notamment par l'effet d'une fusion, d'une scission ou d'une transmission universelle de patrimoine, les attributaires des Parts Sociales réparties par la personne morale Associée, comme la personne morale bénéficiaire de l'apport doivent, s'ils ne sont pas déjà Associés, être agréés dans les conditions prévues à l'article des présents statuts intitulé « *TRANSMISSION ENTRE VIFS DE PARTS SOCIALES* ».

Article 20 EXCLUSION D'UN ASSOCIE

L'assemblée générale extraordinaire peut décider l'exclusion d'un Associé de la Société en cas de manquement grave, dûment constaté, à ses engagements envers la Société.

L'Associé dont l'exclusion est demandée participe à cette assemblée et prendre part au vote bien que ses droits de vote soient neutralisés. Il peut présenter toutes explications qu'il juge utiles.

L'exclusion prend effet à la date de l'assemblée générale qui la décide.

L'Associé exclu doit céder la totalité de ses parts dans un délai de quatre-vingt-dix jours à compter de la date de l'assemblée ayant décidé son exclusion ou, s'il n'a pas participé à cette assemblée, du jour de la notification de cette décision.

L'Associé exclu a droit à la valeur de ses droits sociaux qui sont achetés soit par les autres Associés soit par des tiers désignés par eux, ou rachetés par la Société elle-même. En cas de contestation, cette valeur est fixée conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code Civil.

L'Associé exclu ne peut prétendre à se voir attribuer un bien qu'il aurait apporté à la Société et qui se trouverait encore en nature dans l'actif social.

Si les agissements qui ont motivé l'exclusion ont causé un préjudice à la Société, l'Associé exclu devra en indemniser la Société ; cette indemnité s'imputera, à due concurrence, sur le montant des sommes auxquelles il pourrait avoir droit.

L'Associé exclu supporte l'ensemble des frais, droits et honoraires liés à son exclusion.

Constituent un manquement grave, au sens du présent Article, mais sans que cette liste soit limitative :

- Changement de contrôle d'une société associée ;
- Violation des statuts ;
- Faits ou actes de nature à porter une atteinte grave aux intérêts ou à l'image de marque de la Société.

Article 21 GERANCE

La Société est administrée par une ou plusieurs personnes physiques, Associées ou non, nommées avec ou sans limitation de la durée de leur mandat, par les Associés statuant comme pour une question non modificative des Statuts.

Le gérant ou chacun des gérants représente la Société activement ou passivement et exerce tous ses droits.

Dans les rapports avec les tiers, le gérant est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue

expressément aux Associés. La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

En cas de pluralité de gérants, chacun d'eux peut s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue ; cette opposition est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Tout gérant peut, sous sa responsabilité, constituer des mandataires, même étrangers à La Société, pour une ou plusieurs opérations ou catégories d'opérations déterminées et autoriser ces mandataires à substituer.

Le gérant, ou chacun des gérants s'ils sont plusieurs, a la signature sociale, donnée par les mots « *Pour la société - le Gérant* », suivis de la signature du gérant.

Toutefois, à titre de règlement d'ordre interne et sans que cette clause puisse être opposée aux tiers ni invoquée par eux, l'assemblée générale extraordinaire peut décider de limiter les pouvoirs de l'un des gérants.

La gérance est habilitée à mettre à jour l'article des Statuts relatif au Capital à l'issue de toute cession ou transmission de parts n'impliquant pas le concours de la collectivité des Associés.

La gérance peut également, dans les conditions légales et réglementaires, mettre les Statuts en harmonie avec les dispositions impératives de la loi et des règlements.

Le ou les gérants sont tenus de consacrer tout le temps et les soins nécessaires aux affaires sociales ; il peut, sous sa responsabilité personnelle, déléguer temporairement ses pouvoirs à toute personne de son choix pour un ou plusieurs objets spéciaux et limités.

Article 22 REVOCATION / DEMISSION / REMUNERATION DE LA GERANCE

Tout gérant est révocable par décision des Associés représentant plus de la moitié des Parts Sociales.

En outre, tout gérant est révocable par décision des tribunaux pour cause légitime, à la demande de tout Associé.

Même si la révocation est décidée sans juste motif, elle ne peut donner lieu à dommages-intérêts.

La démission d'un gérant doit être notifiée par écrit aux autres gérants et à tous les Associés, au moins trois mois à l'avance, sauf décision contraire des Associés.

S'il y a plusieurs gérants, en cas de cessation des fonctions de l'un d'eux, la gérance peut être assurée par le ou les gérants restants.

En cas de cessation des fonctions d'un gérant unique, toutes procurations antérieurement consenties par la gérance sont provisoirement maintenues.

La gérance peut recevoir, en rémunération de ses fonctions, un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, déterminé par Décision Collective ordinaire ou extraordinaire des Associés et porté aux frais généraux.

La Décision relative à la détermination de la rémunération de la gérance n'a pas la nature d'une convention réglementée au sens défini à l'Article suivant. En conséquence, le gérant concerné prend part au vote sur ladite Décision.

La gérance a droit, en outre, au remboursement, sur présentation de justificatifs, de ses frais de représentation et de déplacement.

Article 23 CONVENTIONS REGLEMENTEES ET CONVENTIONS INTERDITES

a) Conventions réglementées

Les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses gérants ou Associés ainsi que les conventions passées par la Société avec une société dont un Associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou Associé de la Société, sont communiquées aux commissaires aux comptes, s'il en existe, dans le mois de leur conclusion ou, s'il s'agit de leur continuation, dans le mois de la clôture de l'exercice.

Ces conventions font l'objet d'un rapport spécial de la gérance ou, s'il en existe, des commissaires aux comptes ; l'assemblée qui statue sur les comptes de l'exercice se prononce sur les conventions faisant l'objet du rapport spécial. Le gérant ou l'Associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

La procédure édictée ci-dessus s'applique lorsque la personne intéressée est titulaire de droits démembrés portant sur des Parts Sociales (usufruitier ou nu-propriétaire).

En outre, s'il n'existe pas de commissaire aux comptes, les conventions visées ci-dessus et conclues par un gérant non associé sont soumises à l'approbation préalable de l'assemblée.

Lorsque la Société ne comprend qu'un seul Associé et que la convention est conclue avec celui-ci, il en est seulement fait mention dans le registre des délibérations, l'Associé unique, seul à pouvoir statuer étant exclu du vote.

Les dispositions du présent paragraphe ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales.

b) Conventions interdites

En aucun cas, les gérants ou Associés autres que les personnes morales ne peuvent contracter sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la Société, se faire consentir par elle un découvert, en compte courant ou autrement, ou faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers. Cette interdiction s'applique également aux ascendants et

descendants des gérants ou Associés et à toute personne interposée ainsi qu'aux représentants légaux des personnes morales associées.

Article 24 COMMISSAIRES AUX COMPTES

Lorsque la Société remplit les conditions légales, l'assemblée des Associés désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes.

Même si la Société ne remplit pas les conditions légales, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée par un ou plusieurs Associés représentant au moins le dixième du capital.

Le ou les commissaires aux comptes sont avisés des assemblées ou consultations des Associés en même temps que ceux-ci.

Article 25 DÉCISIONS COLLECTIVES

Les Associés sont consultés et délibèrent dans les formes et conditions suivantes.

a) Droit de participer aux décisions collectives

Tous les Associés ont droit de participer aux Décisions Collectives et chacun d'eux a autant de voix qu'il possède de Parts Sociales sans limitation.

Les Décisions Collectives prises dans les formes prévues ci-après sont obligatoires pour tous les Associés, même pour les dissidents et les incapables.

b) Décisions collectives

Les Décisions suivantes doivent être prises collectivement par les Associés :

Décisions de caractère ordinaire

- Nomination, rémunération et révocation de la gérance ;
- Approbation des comptes annuels dans les six (6) mois qui suivent la clôture de l'exercice social (sauf prolongation de ce délai par ordonnance du Président du tribunal de commerce) ;
- Affectation du résultat conformément aux dispositions légales et statutaires ;
- Approbation des conventions dites « réglementées » ;
- Le cas échéant, conditions d'intérêts, de versement et de retrait des comptes courants d'Associés ;
- Nomination des commissaires aux comptes ;
- Augmentation du Capital par incorporation de réserves ou de bénéfices ;
- Clôture de la liquidation de la Société ;

- Décisions sur toutes questions qui ne sont pas de la compétence d'une décision de caractère extraordinaire.

Décisions de caractère extraordinaire

- Modification des Statuts ;
- Augmentation du Capital par voie d'apport(s) en nature ou en numéraire ;
- Suppression du droit préférentiel de souscription ;
- Réduction du Capital ;
- Ratification de transfert du siège social ;
- Limitation des pouvoirs de la gérance ;
- Fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions ;
- Prorogation ou dissolution de la Société ;
- Transformation de la Société en société d'une autre forme qui n'entraîne pas une augmentation des engagements des Associés ;
- Soumission de la Société à toute disposition législative nouvelle non applicable de plein droit.

Décisions nécessitant l'unanimité des Associés

- Modifications des dispositions statutaires relatives à la composition du Capital ;
- Changement de nationalité de la Société ;
- Transformation de la Société en société d'une autre forme qui entraîne une augmentation des engagements des Associés.

c) Quorum

Décisions collectives ordinaires : aucun quorum n'est exigé pour que l'assemblée générale ordinaire délibère valablement.

Décisions collectives extraordinaires : l'assemblée générale extraordinaire est régulièrement constituée et délibère valablement si les Associés présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart des Parts Sociales et, sur deuxième convocation, le cinquième de celles-ci. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

d) Majorité

Sauf stipulation légale(s) ou statutaire(s) contraire(s), les Décisions Collectives sont prises aux conditions de majorité suivantes :

- **Décisions collectives ordinaires** : les Décisions Collectives à prendre sur toutes les questions autres que celles modificatives des Statuts sont adoptées par un ou plusieurs

Associés représentant plus de la moitié des Parts Sociales ; si, sur une première délibération ou consultation, cette majorité n'est pas atteinte, il en est fait une seconde ayant le même objet et les Décisions sont alors valablement prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants, sous réserve de la révocation du ou des gérants qui ne peut être adoptée que par Décision des Associés représentant plus de la moitié des Parts Sociales.

Lorsque les Associés sont appelés à statuer sur une convention dite « *réglementée* », le calcul de la majorité est effectué par rapport à un nombre de parts déterminé après déduction des Parts Sociales possédées par les Associés intéressés à ladite convention, ceux-ci ne pouvant pas participer au vote.

- **Décisions collectives extraordinaires** : les Décisions Collectives extraordinaires sont décidées à la majorité des deux tiers des Parts Sociales composant le Capital.

e) Forme des décisions collectives

Les Décisions Collectives des Associés doivent être prises en assemblée générale.

Toutefois, les Décisions Collectives ordinaires peuvent être également prises par voie de consultation écrite des Associés ou résulter du consentement unanime des Associés exprimés dans un acte, à l'exception de l'approbation des comptes annuels qui doit obligatoirement faire l'objet, dans les six mois de la clôture de l'exercice, d'une assemblée des Associés.

Le gérant ou chacun des gérants peut, à toute époque, soumettre à la Décision Collective des Associés, toutes propositions concernant la Société. La gérance est tenue de le faire dans les divers cas prévus par la loi et les Statuts.

Le commissaire aux comptes, s'il en existe, doit être convoqué à l'assemblée ou informé de la consultation ou de la Décision.

Les procès-verbaux des assemblées et des consultations écrites sont, conformément à la loi, établis et signés par le ou les gérants et, le cas échéant, par le président de séance. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par un gérant.

Article 26 ASSEMBLEES GENERALES

a) Droit de convocation

La convocation est faite par le gérant ou, à défaut, par le commissaire aux comptes, s'il en existe un.

Tout Associé peut demander au président du tribunal de commerce la désignation d'un mandataire chargé de convoquer une assemblée.

b) Lieu de réunion

Les assemblées sont tenues dans la ville du siège social ou dans toute autre ville ou localité en France ou à l'étranger, suivant la décision prise à ce sujet par l'auteur de la convocation et au lieu indiqué dans celle-ci.

c) Mode et délai de convocation / Droit de communication

Les Associés et le ou les commissaires aux comptes, s'il en a été nommé, sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée indiquant l'ordre du jour. La convocation peut être verbale à la condition que tous les Associés soient présents ou représentés à l'assemblée.

Lors de la convocation de l'assemblée et dans le même délai, sont adressés aux Associés tous les documents exigés par la loi et la réglementation en vigueur. Les mêmes documents sont tenus à la disposition des Associés au siège social pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée.

d) Ordre du jour / Texte des résolutions

L'ordre du jour de l'assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation. Toutefois, à compter de la communication des documents soumis à l'assemblée annuelle, tout Associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance est tenue de répondre au cours de l'assemblée.

La collectivité des Associés peut, en assemblée, modifier le texte des résolutions proposées et même adopter des résolutions supplémentaires n'ayant pas fait l'objet d'une communication préalable aux Associés, sous réserve que ces résolutions concernent des questions entrant dans l'ordre du jour de la réunion.

Un ou plusieurs Associés représentant au moins 25 % du capital ont la faculté de requérir l'inscription à l'ordre du jour de projets de résolution. La demande, accompagnée du texte des projets de résolution et d'un bref exposé des motifs, est adressée au siège social par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, cinq jours au moins avant la date de l'assemblée. Ces projets de résolution sont inscrits à l'ordre du jour de l'assemblée.

e) Représentation

Sauf si les Associés sont au nombre de deux, un Associé peut se faire représenter par un autre Associé, sans qu'une limitation du nombre de représentation s'impose au mandataire.

Les personnes morales sont valablement représentées aux assemblées par leur représentant légal ou par toute autre personne agissant sur délégation de pouvoir de celui-ci.

Un Associé ne peut se faire représenter par un tiers étranger à la Société.

f) Présidence / Secrétaire

L'assemblée est présidée par le gérant ou l'un des gérants. Si aucun des gérants n'est Associé, elle est présidée par l'Associé présent et acceptant qui possède ou représente le plus grand nombre de Parts Sociales. Si deux Associés qui possèdent ou représentent le même nombre de Parts Sociales sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.

L'assemblée peut désigner un secrétaire pris ou non parmi les Associés ou les gérants.

Article 27 CONSULTATIONS ÉCRITES

En cas de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des Associés, sont adressés à chacun de ceux-ci et aux commissaires aux comptes, s'il en existe, par lettre recommandée.

Les Associés disposent d'un délai maximal de vingt jours à compter de la date de réception pour émettre leur vote par écrit. Jusqu'à l'expiration du délai fixé pour l'envoi de leur vote au gérant, les Associés peuvent se rétracter et revenir sur les décisions qu'ils ont prises.

Article 28 EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

La gérance établit, après la clôture de chaque exercice, l'inventaire des éléments de l'actif et du passif existant à cette date, les comptes annuels et le rapport de gestion.

Ces documents sont mis à la disposition du ou des commissaires aux comptes, s'il en existe, quarante-cinq jours au moins avant la réunion de l'assemblée annuelle.

Sauf changement exceptionnel dans la situation de la Société, les comptes annuels sont établis, pour chaque exercice, selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation que pour les exercices précédents. Toute modification intéressant leur présentation comme les méthodes d'évaluation retenues doit être décrite et justifiée dans l'annexe et, de surcroît, signalée dans le rapport de gestion et, le cas échéant, dans le rapport du ou des commissaires aux comptes.

Article 29 BENEFICES - AFFECTATION - RESERVES

Le compte de résultat récapitule les produits et les charges de l'exercice. Il fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur ce bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est d'abord prélevé :

- 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale, prélèvement qui cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint le dixième du capital mais reprend son cours si, pour une cause quelconque, cette quotité n'est plus atteinte ;

- Et toutes sommes à porter en réserve en application de la loi.

Le solde, augmenté du report bénéficiaire, constitue le bénéfice distribuable qui est à la disposition de l'assemblée annuelle pour être, sur la proposition de la gérance, en totalité ou en partie, réparti aux Associés, à titre de dividende, proportionnellement au nombre de leurs parts, ou affecté à tous comptes de réserves ou reporté à nouveau.

Les réserves dont l'assemblée a la disposition peuvent être employées, sur sa Décision, pour payer un dividende aux Parts. En ce cas, la décision indique expressément les postes sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux Associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient, à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital, augmenté des réserves que la loi ou les Statuts ne permettent pas de distribuer.

Article 30 PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Le paiement des dividendes est fait, aux lieux et date fixés par l'assemblée ou à défaut, par la gérance et, au plus tard, dans les neuf mois de la date de clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par décision de justice.

La gérance peut, avant l'approbation des comptes de l'exercice et dans les conditions légales, mettre en distribution un ou plusieurs acomptes sur les dividendes.

Article 31 TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en société civile, en société nom collectif, en société par actions simplifiée, en société en commandite simple ou par actions exige l'accord unanime des Associés.

La transformation en société anonyme peut être décidée à la majorité requise pour la modification des Statuts.

Toutefois, la transformation en société anonyme peut être décidée par les Associés représentant la majorité des Parts Sociales, si les capitaux propres figurant au dernier bilan excèdent le seuil figurant à l'article L. 223-43 du Code de Commerce.

Toute décision de transformation est prise sur le rapport d'un commissaire aux comptes inscrit sur la situation de la Société et, en cas de transformation en société par actions, si la Société n'a pas de commissaire aux comptes, sur le rapport d'un ou plusieurs commissaires à la transformation chargés d'apprécier sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers.

Le ou les commissaires à la transformation peuvent être chargés de l'établissement du rapport sur la situation de la Société ; dans ce cas, un seul rapport est établi. Le ou les commissaires à la transformation sont désignés par décision de justice, à la demande des dirigeants sociaux

ou de l'un d'eux. Toutefois, une Décision unanime des Associés peut désigner comme commissaire à la transformation le commissaire aux comptes de la Société.

Si la Société vient à comprendre plus de cent Associés, elle doit, dans le délai de deux ans, être transformée en société anonyme. A défaut, elle est dissoute, à moins que, pendant ledit délai, le nombre des Associés ne soit devenu égal ou inférieur à cent.

La transformation régulière de la Société n'entraîne pas la création d'une personne morale nouvelle. Il en est de même de sa prorogation.

Article 32 CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL

Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du Capital, la gérance est tenue, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de consulter les Associés sur la question de savoir s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, dans les délais légaux, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du Capital.

La décision des Associés est, dans tous les cas, publiée conformément à la réglementation en vigueur.

A défaut de consultation des Associés, comme dans le cas où aucune Décision Collective n'a pu valablement être prise ou encore dans le cas où les dispositions du deuxième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées, tout intéressé peut demander la dissolution de la Société devant le tribunal de commerce.

Article 33 DISSOLUTION

Outre le cas où les capitaux propres de la Société sont inférieurs à la moitié du Capital, les Associés, statuant à la majorité requise pour la modification des Statuts, peuvent, à tout moment, prononcer la dissolution de la Société.

La dissolution peut également intervenir dans les cas prévus par la loi.

Article 34 LIQUIDATION

A la dissolution de la Société, à quelque époque et pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation.

La dénomination de la Société doit alors être obligatoirement suivie de la mention "société en liquidation" apposée sur tous les documents émanant de la Société et destinés aux tiers.

Les Associés, statuant aux conditions de majorité fixées pour les Décisions Collectives non modificatives des Statuts, nomment un ou plusieurs liquidateurs, avec ou sans limitation de la durée de leurs fonctions et déterminent leur rémunération.

Les liquidateurs disposent des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les éléments de l'actif, apurer le passif, répartir le solde disponible conformément à l'avant-dernier alinéa du présent Article et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera utile ou nécessaire à la liquidation complète de la Société, en ce compris le maintien provisoire de l'exploitation.

La nomination du ou des liquidateurs met fin aux fonctions des gérants et, s'il y a lieu, sauf Décision contraire des Associés prise dans les conditions précitées, à celles de tout commissaire aux comptes.

Les Associés sont convoqués en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif, sur le quitus de la gestion du ou des liquidateurs et la décharge de leur mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Pendant la liquidation, tous extraits ou copies des Décisions des Associés sont valablement certifiés par l'un des liquidateurs.

Les capitaux propres subsistant après remboursement du nominal des Parts Sociales sont répartis entre les Associés proportionnellement à leurs droits dans le Capital.

Article 35 DISPOSITIONS TRANSITOIRES

a) Premier exercice social

Le premier exercice social prendra fin le 31 décembre 2024.

b) Nomination de la gérance / Pouvoirs

La gérance de la Société sera assurée pour une durée indéterminée par :

Madame Lyson CELLIER

Qui déclare accepter les fonctions de gérant qui viennent de lui être confiées et affirme n'exercer aucune autre fonction, ni être l'objet d'aucune incapacité ou interdiction susceptibles de l'empêcher d'exercer ce mandat.

Dans les rapports avec les tiers, la gérance est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société.

c) Personnalité morale / Immatriculation au RCS

Conformément à la loi, la Société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

La gérance est spécialement déléguée, avec faculté de substituer, pour :

- Signer l'avis de constitution ;
- Après immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés, effectuer le retrait des fonds affectés à la libération des Parts Sociales.

Tous pouvoirs sont donnés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes et de toutes autres pièces qu'il y aura lieu, pour remplir toutes formalités de publicité légale et autres qu'il appartiendra.

d) Frais, droits et honoraires

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites incombent conjointement et solidairement aux soussignés, au prorata de leurs apports, jusqu'à ce que la Société soit immatriculée au registre du commerce et des sociétés. A compter de cette immatriculation, ils seront pris en charge par la Société.

e) Mandat pour prendre des engagements pour le compte de la Société

Mandat est donné à la gérance, avec faculté de substituer, pour accomplir tous actes et formalités nécessaires pour que la Société en formation engage l'activité sociale et, à cet effet :

- Ouvrir, sous la dénomination 2P CONSEIL un compte indivis entre tous les Associés de cette Société, destiné à enregistrer les opérations de cette dernière jusqu'à ce qu'intervienne son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, faire fonctionner ledit compte sur sa signature ;
- Faire réaliser tous travaux sur les biens de la Société, signer tous contrats et marchés ;
- Passer toutes commandes auprès de fournisseurs et prestataires ;
- Solliciter toutes autorisations auprès de toutes autorités compétentes qui seraient exigées pour toutes opérations ou exploitation rentrant dans le cadre de l'objet social, prendre tous engagements ;
- Fournir toutes autorisations auprès de toutes autorités compétentes qui seraient exigées pour toutes opérations ou exploitations rentrant dans le cadre de l'objet social, prendre tous engagements ;
- Signer la correspondance ;
- Retirer de la poste et de toutes entreprises de transports tous envois chargés, recommandés et autres adressés à la Société, se faire remettre tous dépôts, émettre et encaisser tous chèques postaux et télégraphiques, signer tous récépissés, quittances, décharges et émargements, faire ouvrir et fonctionner tous comptes chèques postaux ;
- Exiger et recevoir toutes les sommes dues à la Société en formation, à quelque titre et pour quelque cause que ce soit, en capital, intérêts, frais et accessoires, donner toutes quittances, consentir toutes subrogations avec ou sans garanties,

- Payer toutes les sommes que la Société en formation pourra devoir, faire tous protêts, dénunciations, comptes de retour, signer tous bordereaux d'encaissement et d'escomptes, en retirer le montant ;
- Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes et pièces, procès-verbaux, élire domicile et, généralement, faire tout ce qui sera nécessaire pour l'accomplissement de ce mandat.

Ces actes et engagements seront repris de plein droit par la Société par le seul fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

En outre, dès à présent, la gérance est autorisée à réaliser les actes et engagements entrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs. Après immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des Associés appelée à statuer sur les comptes du premier exercice social.

Cette approbation emportera de plein droit reprise par la Société desdits actes et engagements.

f) Reprise des actes antérieurement accomplis pour le compte de la Société

Conformément aux dispositions légales, un état des actes accomplis pour le compte de la Société avant la signature des présentes avec l'indication, pour chacun d'eux, de l'engagement qui en résulte pour la Société, est annexé à chacun des originaux des présentes dont la signature emportera reprise de ces engagements par la Société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Article 36 ACTE ELECTRONIQUE

L'Associée convient que les Statuts sont signés en utilisant une signature électronique.

L'Associée a certifié exactes les déclarations le concernant, avant d'apposer sa signature sur outil numérique exprimant son consentement pour que les Statuts soient juridiquement contraignants.

L'Associée convient expressément que les Statuts signés de manière dématérialisée :

- Disposent de la même valeur probante qu'un écrit signé de façon manuscrite sur support papier conformément à l'article 1366 du Code civil et pourra valablement être opposé aux Parties,
- Sont susceptibles d'être produits en justice, à titre de preuve littérale, en cas de litiges ;
- Valent preuve de l'identité de l'Associée et de son consentement aux obligations et conséquences de faits et de droit qui découlent des Statuts.

Les Statuts seront conservés et archivés auprès d'un tiers de confiance conformément à la réglementation en vigueur afin de garantir son intégrité et sa confidentialité.

Fait à Lyon,
Le 4 janvier 2024

Lyson CELLIER

ANNEXE I

CERTIFICAT DU DÉPOSITAIRE DES FONDS

CARPA Rhône-Alpes

Caisse des Règlements Pécuniaires des Avocats Rhône-Alpes

Association loi 1901 Déclarée en Préfecture du Rhône le 05/12/13 RNA W 691 084 694 publiée au J.O. le 21/12/13

Cabinet MALESHERBES AVOCATS
Maître Robin PAILLARET
Avocat
Lyon
Toque 418

GA / LH

Objet : ATTESTATION RUBRIQUE CAPITAL
N/Réf. : ATTEST05/01
Code affaire : RC240102 / 240 039 825
Affaire : SAS 2P CONSEIL

Constitution de Société.

Certificat de dépôt de fonds

Nous, Caisse des Règlements Pécuniaires des Avocats Rhône-Alpes, agissant en qualité de dépositaire des fonds et sur présentation de la liste des souscripteurs,

Attestons avoir reçu, le 03 janvier 2024, la somme de 2 000 (deux mille) euros pour le compte de la Société à Responsabilité Limitée en cours de formation dénommée 2P CONSEIL.

Cette somme correspond à la libération de la totalité de la souscription suivante :

- Virement de 2 000 euros au nom de Madame Lyson CELLIER correspondant à 2 000 parts sociales.

Total : 2 000 euros

La somme de 2 000 euros est portée sur le compte de la BPAURA.

Pour faire et valoir ce que de droit.

Fait à Lyon, le 04 janvier 2024, en deux originaux.

Guillaume ANGELI
Président



N:\A N N E E & A V O C A T S 2024\COURRIERS AUX AVOCATS\MALESHERBES AVOCATS\ATTEST05 Attestation Rub Cap virements SAS 2P
CONSEIL.doc

Siège Social – 57 rue Servient – CS 93834 – 69408 Lyon Cedex 03
Téléphone +33 (0)4.72.60.60.35 - Télécopie +33 (0)4.72.60.60.36
cession-constitutionsociete@carpa-rhonealpes.fr

ANNEXE II

ÉTAT DES ACTES ACCOMPLIS POUR LE COMPTE DE LA SOCIÉTÉ AVANT LA SIGNATURE DES STATUTS

Toutes opérations entrant dans le cadre de la gestion courante de la Société jusqu'à la signature des statuts.

Conformément à la loi, le présent état a été porté à la connaissance de l'Associée unique préalablement à la signature des statuts auxquels il est annexé et permettra la reprise automatique des actes susmentionnés par la Société au moment de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés.